

L'Éclaireur du Gâtinais, 5 décembre 2018

Élus et État au chevet d'Ibiden à Courtenay

320 emplois en sursis ?

Le combat pour maintenir les emplois de l'usine Ibiden à Courtenay s'est traduit par une concertation ministérielle avec les parlementaires et élus de toutes les collectivités locales.

« Nous allons essayer d'obtenir du groupe japonais Ibiden qu'il maintienne l'outil de travail en l'état avec le maximum voire la totalité des salariés à Courtenay ». Ainsi résume Jean-Pierre Sueur les travaux entrepris avec plusieurs élus et l'assistance de l'État.

Après contacts avec le Premier ministre et l'ambassadeur de France au Japon, ce sénateur du Loiret est à l'initiative d'une réunion qui s'est tenue jeudi dernier au ministère des Finances, à Bercy.

« En cas de cession de l'usine (NDLR : deux repreneurs potentiels sont évoqués), nous avons rendu très attentifs le ministre et le délégué interministériel, M. Floris, au fait que ça ne pouvait pas être n'importe quoi », insiste M. Sueur (PS), en totale harmonie avec Jean-Pierre Door, député Les Républicains. « Il faut d'abord que toute cession soit crédible



Deux représentants des salariés d'Ibiden (à gauche) ont été associés à la réunion des élus avec les représentants du ministère des Finances, auprès des parlementaires et élus.

financièrement et en termes d'emplois, mais surtout en termes d'activités ».

En l'occurrence, les parlementaires privilégient le maintien d'une activité dans le domaine de l'automobile, écartant la solution d'une entreprise de logistique, beaucoup moins pourvoyeuse d'emplois.

Enfin, l'issue la moins souhaitable serait la suppression de postes ou le déplacement de l'usine. « Nous serions alors très attentifs à ce qu'il y ait un Plan de sauvegarde de

l'emploi (PSE) doté des meilleures finances possibles en termes de revenus, de reclassement et de formations », rapporte M. Sueur.

Les dirigeants d'Ibiden rencontrés

Ce message a été délivré collectivement (*) à MM. Floris et Marc Gilla, délégué interministériel adjoint aux restructurations d'entreprises.

« Monsieur industrie » du gouvernement, Jean-Pierre Floris va lui-même se rendre à Courtenay pour « regarder de très

près » les lignes de production. Par ailleurs, lundi, les émissaires de l'État ont rencontré les dirigeants d'Ibiden au niveau international... À suivre donc.

JEAN-MARC THIBAUT

(*) ÉLUS. A Bercy, Francis Tisserand, maire de Courtenay ; Jollio Gaboret, conseillère régionale et Frédéric Nérout, pour le Département du Loiret, ont été associés aux discussions auprès de Ziad Moudoni et Éric Willepote, représentants des salariés.